

*Les subsides*

**M. Orlikow:** Répondez à la question.

**M. Andre:** Le NPD devrait s'indigner qu'on ait supprimé le service de livraison du pain et du lait à domicile. C'est un terrible scandale. Il faut faire quelque chose.

**M. Cyril Keeper (Winnipeg-Nord-Centre):** Monsieur le Président, pour commencer je voudrais dire que le parti néo-démocrate estime que toutes les banlieues devraient bénéficier de la livraison du courrier à domicile, on devrait traiter de la même façon les habitants de toutes les zones urbanisées.

J'ai personnellement parcouru le pays et visité plusieurs zones suburbaines. J'ai parlé du service postal avec les gens et j'ai constaté qu'une bonne partie des habitants des banlieues nouvelles se sentent trahis par le gouvernement. Ils estiment qu'on les traite en citoyens de deuxième classe et qu'il est injuste qu'ils ne bénéficient pas du même service que leurs voisins, de l'autre côté de la rue. J'ai vu des quartiers qui étaient totalement entourés de secteurs où le courrier était livré à domicile. Ces Canadiens ne comprennent pas pourquoi on les traite en citoyen de deuxième classe alors qu'ils paient les mêmes impôts et le même affranchissement.

Je suis heureux que le parti libéral se soit converti à cette politique. Je me félicite du fait qu'il ait vu la lumière. Les libéraux nous disent clairement qu'ils sont en faveur de la livraison à domicile. Ils sont même allés un peu plus loin, aujourd'hui, lorsqu'ils se sont dits en faveur d'activités profitables aux postes. C'est avec plaisir que je vois les libéraux combler leur retard et prendre cette position.

Je suis un peu outré de l'attaque du gouvernement contre l'adoption de cette politique par le chef libéral. Je note avec intérêt que le ministre a déclaré que la politique du parti libéral était, précédemment, de geler la livraison à domicile jusqu'aux élections, puis de l'accorder juste avant les élections. Il a dit que c'est comme cela qu'il savait que des élections allaient être déclenchées. Plutôt que de voir le ministre critiquer les libéraux, les Canadiens préféreraient qu'il dégèle cette livraison. Ils veulent qu'il change sa politique. Ils veulent être traités équitablement. Ils voudraient que la livraison à domicile soit étendue à tous les habitants des centres urbains, pour que la question n'alimente plus la fièvre électorale, un peu comme un robinet que l'on ouvrirait à l'approche des élections, puis que l'on fermerait ensuite. Je demande au ministre et au gouvernement de traiter tous les Canadiens équitablement. Je demande que l'on dégèle l'iceberg.

C'est la troisième fois en quelques mois que nous débattons de la question du service postal par le biais d'une motion d'opposition. Cela prouve bien l'absence de direction du gouvernement à ce sujet. En fait, c'est même une preuve de la fausse orientation que l'on donne à ce secteur. Le ministre est devenu le légendaire joueur de fifre du service postal. Il joue

une belle mélodie, il nous promet de livrer le courrier, mais il nous entraîne Dieu sait où.

Je veux examiner à fond ce que le gouvernement dit au sujet des services postaux et ce qu'il dit dans le contexte actuel. Je parlerai de la politique du gouvernement dans ce domaine et des services postaux en général.

Je vais parler tout d'abord de ce que dit le gouvernement. C'est tout simple. Le gouvernement dit que si les syndicats voulaient être moins intransigeants, la population aurait un bon service. D'après la direction des Postes, si seulement les syndicats renonçaient à certaines clauses de la convention collective, tout le monde aurait un bon service et les Postes ne feraient plus de déficit.

Le président de Postes Canada exprime rarement son opinion en public. Il est généralement laissé dans l'ombre. Il a la réputation d'être très discret. Quand a-t-il décidé de dire ce qu'il pensait? En plein milieu des négociations en cours, il a dit que si les syndicats voulaient faire des concessions, on résoudrait les problèmes des Postes.

Au lieu de jouer le rôle de médiateur, au lieu d'essayer de résoudre les problèmes et de trouver un moyen de faire aboutir les négociations pour pouvoir garantir un service ininterrompu à la population, le ministre a foncé tête baissée et il a profité de l'état d'infériorité passager des syndicats. Il a dit que si les syndicats n'étaient pas aussi puissants, s'ils n'avaient pas des conventions collectives aussi strictes, tout irait bien aux Postes et tout le monde aurait du bon service. Il a dit qu'il n'y aurait pas de problème d'argent et que tout marcherait comme sur des roulettes.

Si les trois partis veulent offrir un bon service, est-il plausible qu'un seul soit coupable, qu'un seul soit responsable de la piètre qualité du service? Trois parties sont en cause en l'occurrence: le gouvernement, la direction et les travailleurs. Pourquoi une seule d'entre elles serait-elle responsable? Est-il possible que ni la direction ni le gouvernement n'ait rien à se reprocher, que seuls les syndicats soient à blâmer? Le gouvernement se sert de ces derniers pour se disculper, parce qu'il n'a pas su assurer un bon service postal.

Étant moi-même parent, je sais que les querelles d'enfants ne sont jamais le fait d'un seul. Mes deux jeunes garçons débordent d'énergie. Ils s'entendent fort bien la plupart du temps. Mais ils se prennent parfois aux cheveux, ils crient et quand j'en ai assez, il m'arrive rarement de tout mettre sur le dos de David ou d'Eddie. Mais c'est justement ce que fait le gouvernement. Il rejette toute la responsabilité sur une seule partie. Il part du principe qu'elle est la seule responsable. Ce n'est pas réaliste de sa part. Ce n'est pas ainsi que les choses se passent dans la vie.